

Carnoux, France, Europe

Le besoin accru de démocratie

Sondage après sondage, scrutin après scrutin, on ne peut que constater que les Français sont de plus en plus réservés, sceptiques, critiques, à l'égard de la politique ou plus exactement de notre système politique. **La démocratie est-elle malade ? Doit-elle évoluer ?** En fait, c'est l'implication même des citoyens dans le processus démocratique qui est en cause.

La démocratie ne peut se réduire à une délégation de pouvoir de l'électeur vers l'élu. Le citoyen revendique aujourd'hui le droit permanent à l'information, au débat. Il exige sa place dans la gestion du bien ou des services communs. Il souhaite exercer sa responsabilité et son contrôle, non pas ponctuellement à chaque élection, mais tout au long des mandats électifs.

Au niveau européen, le déficit démocratique est patent. Les commissaires européens, non élus, imposent les directives, négocient des accords internationaux qui s'imposent à tous. Pas question de débattre de la directive Bolkenstein, des négociations européennes avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), d'une possible convergence de la fiscalité. *"Laissez-nous faire, nous assurons votre avenir !"*. Où est la démocratie dans tout ça ?

En France, l'un des rares pays où un député ne peut, de son propre chef, soumettre un projet de loi, les contrats CNE ou CPE ne sont pas votés par le Parlement, mais font l'objet de procédures d'exception (ordonnances ou 49.3).

A Carnoux, l'information et l'implication des habitants dans le débat avant toute grande décision, est très faible. Pour les transports en communs (itinéraires, horaires), la médiathèque (contenu, gestion), l'ARTEA (possibilités d'utilisation, programmation), la collecte sélective des déchets, ils ne sont pas ou peu consultés. Aussi se sentent-ils peu impliqués.

Pourtant, la gestion des affaires publiques n'est pas une question technique, mais un enjeu majeur pour la démocratie. Si Vivendi, Suez, Vinci arrivent demain, sur fond de privatisation des services publics locaux, à imposer aux municipalités leur offre de services globale (eau, transports, parkings, gestion des lieux de culture, ramassage des ordures, nettoyage, internet, gaz, électricité, éclairage, espaces verts, sécurité, ...), il est fort à parier que les Maires, responsables de ces contrats et des impôts, subiront eux-aussi la même désaffection politique.

Faire participer nos concitoyens est indispensable. Le développement de la **démocratie participative** constitue un apport nécessaire à la démocratie représentative. Le Cercle Progressiste est l'un des outils de cette nouvelle exigence.



1936, il y a 70 ans... Les lois sociales, les congés payés. Un grand espoir. La politique accompagnée par le peuple.

Vous avez la parole

Votre opinion sur la médiathèque de Carnoux ?

Donnez votre avis par courrier
(questionnaire dans ce journal) ou par
internet (www.carnouxprogres.com)

La médiathèque comme moyen de promotion de la lecture

La médiathèque comme lieu de loisirs (DVD, accès à l'Internet, etc.)

La médiathèque comme lieu de rencontre et d'échanges culturels (information, formation, éducation informelle, etc.)

Voir en page intérieure

Chaque 3^e lundi du mois à 20h30,
les débats du Cercle, Salle Tony
Garnier

Débats récents : sécurité sociale, le problème
de l'énergie, ...

Le billet du non râleur

Eh oui ! Une fois n'est pas coutume, je ne vais pas râler !

Et tout ça à cause ou grâce aux lycéens de La Ciotat !

Pourquoi les lycéens me direz-vous ?

Parce qu'ils nous ont donné une vraie leçon de démocratie.

Parce que, au beau milieu du conflit du CPE, face aux critiques de certains sur le côté non démocratique du blocus, ils ont organisé un vote.

Mais pas un de ces votes à mains levées ou celui qui lève le petit doigt a peur de se faire incendier !

Non, un vrai vote, avec urnes, liste d'émargement, observateurs (presse et parents d'élèves).

Et lorsque c'est posé l'épineux problème des terminales et du programme du bac, c'est une fois de plus par un large vote que la décision de leur accès aux cours a été décidée !

Ah alors non, je ne vais pas râler, et pour une fois remercier.

Alors merci les jeunes, merci de nous avoir montré la voie !

Laurent Mauneau

Nouvelles brèves...

--> **Ouverture de la chasse aux enfants.**

Savez-vous que les enfants de familles étrangères en situation irrégulière ne peuvent être expulsés durant l'année scolaire. Il existe ainsi à Marseille beaucoup de familles qui vivent au grand jour, participent aux activités citoyennes et associatives en attendant leur régularisation, parfois depuis plusieurs années avec très souvent des enfants nés en France. Mais dès le 30 juin, c'est la chasse aux familles, la traque jusque dans les écoles et la plongée dans la clandestinité et l'insécurité. **Pauvre France, pays des droits de l'Homme ! Réagissons** : <http://www.educationsansfrontieres.org/>

--> **Le maillon faible.**

Dans une chaîne, le maillon le plus important.....est le maillon faible. En effet, en cas de tension extrême, c'est toujours le premier qui casse....et met à mal toute la solidité de la chaîne. Il en va de même pour la société...il est donc indispensable de protéger davantage les faibles que les forts car en cas de coup dur, ce sont toujours eux qui craquent. Pensons-y !

--> **Planète foot.**

Quoi de plus politique que la coupe du monde ? Demandez l'avis de nos dirigeants. Durant trois semaines, des milliards d'individus vont vivre au rythme du ballon rond, les yeux rivés sur leurs écrans plasma pour les plus riches, l'oreille collée à la radio pour les autres. Mais ne soyons pas autistes : pauvreté, maladie, chômage, précarité et guerres vont perdurer. Le monde comme le ballon rond ne s'arrêtera pas de tourner !

Les activités

du Cercle Progressiste Carnussien

Savez-vous qu'en dehors de ce journal que les Carnussiens reçoivent 4 fois par an, notre association développe d'autres activités.

Le **3ème lundi de chaque mois**, nous organisons un **débat public** donc ouvert à tous à 20h30 à la salle Tony Garnier. En mars, c'était le problème des déchets qui était évoqué à travers la mise en place des futurs dispositifs de tri méthanisation. En avril, ce fut le tour de la sécurité sociale et de ses modes de financement, en mai la gestion des énergies fossiles et de leurs économies et en juin la laïcité et sa place dans la société.

D'autre part, des visites, ouvertes à tous, adhérents ou non, sont faites tout

au long de l'année : les parcs à huîtres de l'étang de Thau, l'Observatoire astronomique de St Michel, le musée de la mine de Gardane, etc.

Sans compter les départs groupés pour participer aux manifestations à Marseille lors des grands enjeux citoyens.

De nombreuses activités donc, ne visant qu'un seul et même objectif : créer le débat, susciter les échanges, faire vivre la politique vivante et non partisane dans une envie commune de développer les idées progressistes à Carnoux.

Pour tout renseignement sur les activités du CPC : tel. 06.89.26.91.50.

Le secrétaire du CPC



Chaque 3è lundi du mois, des débats de société toujours très intéressants avec le Cercle Progressiste Carnussien...

Lycée privé de Gémenos

Finançons d'abord l'enseignement PUBLIC !

Nous avons déjà évoqué dans notre journal précédent (journal n°14 : billet du râleur) l'épineux problème éthique posé par l'ouverture dès la rentrée prochaine d'un lycée privé sur la commune de Gémenos.

Plusieurs associations ont écrit une lettre à Mr Vauzelle, Président du Conseil Régional, organisme ayant en charge les lycées, afin de demander que cet établissement privé ne bénéficie d'aucune aide (directe ou indirecte) de la Région. Ce courrier a été aussi l'occasion de solliciter la mise en place d'un comité de pilotage qui aurait pour objectif de veiller à la mise en place rapide du lycée de La Bouilladisse bien

avant l'échéance annoncée de 2010, établissement public qui oeuvrerait sur le même secteur que celui de Gémenos. Le Cercle Progressiste Carnussien est bien sûr signataire de cette lettre au côté de la FCPE Cuges/Gémenos, des Verts La Ciotat/Gémenos et Vallée de l'Huveaune, de l'OLPA (Observatoire de la Laïcité du Pays d'Aix), d'ATTAC Pays d'Aubagne, ainsi que du Cercle du Progrès Démocratique de Gémenos, entre autres.

Nous reviendrons plus en profondeur, lors d'un prochain débat public sur la laïcité, sur ce dossier très complexe.

M.L.

La sécu s'invite à Carnoux !

Le Cercle Progressiste a tenu, sur ce thème ce lundi 10 avril, salle Tony Garnier, comme chaque mois, un débat public

En présence d'un auditoire très attentif, Mr Michel Caciotti a dressé l'historique de la protection sociale, de ses origines dans l'Allemagne de Bismarck à la création moderne de notre système de santé français par le Conseil National de la Résistance en octobre 1945. Il est revenu ensuite sur les éléments de destruction de ce beau rêve (la crise économique dès la fin des années 60, le paritarisme salarié/patronat, la culpabilisation des citoyens, etc.).

Après avoir énuméré quelques pistes de sortie de crise, un débat très riche s'est ouvert, animé par Messieurs Michel Caciotti, ancien Directeur Régional de la Sécu, Karim Gendhouf, Conseiller Régional et Jacques Boulesteix, Président du CPC. Une discussion parfois âpre autour de sujets divers comme la place de l'hôpital public face aux structures privées, le rôle des assurances privées face aux mutuelles, la complexe mise en place des médicaments génériques, etc.



Tout le monde finissant par se mettre d'accord sur une notion : l'avenir de notre système de santé, face à la mutation inéluctable de notre société (vieillesse, baisse des cotisations salariales à cause du chômage, etc.), passe par un choix politique primordial : est-on prêt à financer davantage pour garder un dispositif basé sur la solidarité en créant une contribution sur les profits financiers (prendre l'argent là où il est) ou préfère-t-on laisser à chacun le soin de financer sa propre protection sociale (protection sociale à deux vitesses) ?

Tout le monde se retrouvait ensuite autour du verre de l'amitié, instant riche aussi de la poursuite par petits groupes des discussions amorcées par le débat.

La sécurité sociale, un enjeu majeur pour chacun...

Avant la guerre 39/45 les salariés étaient couverts sommairement par des Assurances Sociales loi de 1930. Il n'en est rien resté, c'est pendant la Résistance contre l'occupation nazie que le Conseil National de la Résistance (CNR) adopte le 15 Mars 1944 un programme d'action novateur :

- un plan complet de sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat.

- Sur l'impulsion d'Ambroise Croizat est créée la Sécurité Sociale loi du 22 Mai 1946.

Quatre mots clé colonne vertébrale de la construction de la Sécurité Sociale.

- l'unicité - institution unique

- l'universalité - couverture étendue à tous les citoyens.

- la solidarité - intergénération, actifs/inactifs, malades/bien portants, le tout financé par les richesses créées dans l'entreprise.

- démocratie - gestion par les intéressés eux-mêmes - élection par les salariés des administrateurs (les cotisations sociales sont un salaire différé).

Aujourd'hui où en est-on ?

- l'unicité : les assurances privées cherchent à s'engouffrer dans ce qui est rentable.

- l'universalité : la couverture se réduit de plus en plus.

- la solidarité : on essaie d'opposer les générations entre elles (les Français seraient des bouffeurs de médicaments ; les personnes âgées coûtent trop cher, etc.). Les profits financiers des géants pharmaceutiques atteignent des sommets inégalés.

- démocratie : les administrateurs ne sont plus élus, mais désignés paritairment

L'accès aux soins et leur qualité se dégradent, notamment pour les urgences.

De plus en plus les assurés sociaux sont pénalisés financièrement :

- Un euro retenu par consultation,

- Retenue de 18 euros pour des analyses dépassant 90 euros,

- augmentation du forfait hospitalier,

- déremboursement de nombreux médicaments,

- dépassements d'honoraires de plus en plus fréquents,

La Sécurité Sociale est de plus en plus à deux vitesses, cassant l'unicité et la solidarité.

La revalorisation substantielle des salaires et des retraites apporterait plus de cotisations. 100 000 emplois créés généreraient 1,3 milliard d'euros de cotisations supplémentaires pour la SECU et 1% de masse salariale supplémentaire en ferait entrer 2,5 milliards.

Les exonérations de cotisations pour les entreprises en 2005 atteignent 20 milliards d'euros alors que les dividendes versés aux actionnaires s'élèvent à 23 milliards d'euros.

En comparaison, le déficit du régime général de la SECU en 2005 est de 10,3 milliards d'euros.

En résumé, le financement de la Sécurité Sociale doit rester ancré à l'entreprise, comme un salaire socialisé. Seule la gestion de la Sécurité Sociale par des représentants élus directement par les assurés sociaux, peut garantir la pérennité de cette belle et généreuse idée.

Le débat reste ouvert. C'est un choix de société. Veut-on l'égalité des soins pour tous ou un accès seulement aux plus fortunés ?

D.D.

Le point de Guy Hélin

Conseiller municipal de gauche



CPE, crise de société ?

Plusieurs choses m'ont interpellé dans la crise du CPE : Qui était dans la rue ? Les étudiants de la Sorbonne ont bien compris le problème

et tous ceux qui ont assisté aux affrontements comme moi de la gare St Charles ce jeudi de manif étudiante l'ont ressenti : il y avait là deux jeunesse : celle qui manifestait contre le CPE (étudiants, lycéens, collégiens) et celle qui se rebellait (des jeunes en rupture avec la société pour la plupart). Et ces deux jeunesse, l'une avec ses angoisses de l'avenir, l'autre avec ses souffrances du quotidien, nous criaient la même chose : au secours, le monde que vous nous offrez nous effraie.

Que reste-t-il de la loi sur l'égalité des chances ? Le CPE est mort et c'est tant mieux ! Mais l'apprentissage junior perdure avec la remise en cause de la scolarité jusqu'à 16 ans et le travail de nuit dès 15 ans. Autant de dispositifs qui, loin de répondre aux problèmes scolaires des jeunes en difficulté, ne font que de les livrer plus tôt au milieu du travail. Lorsque l'on sait que tous les organismes compétents affirment qu'un niveau d'étude élevé conditionne la capacité à s'adapter dans un monde du travail où la flexibilité est de plus en plus présente, il y a de quoi s'inquiéter pour l'avenir de ces jeunes. Qu'ont-ils retenus de la leçon ?

Après la crise des banlieues de novembre, une fois le calme revenu, le gouvernement s'est empressé de ne rien faire, pensant que ce n'était qu'un feu de paille. Qu'en sera-t-il cette fois-ci ? Le monde politique restera-t-il autiste, paralysé par les échéances électorales à venir ? Nos hommes de pouvoir vont-ils s'atteler au travail et enfin organiser ses états généraux de la jeunesse qu'ils ont promis ?

La crise du CPE est terminée mais qu'en est-il du malaise plus profond d'une jeunesse inquiète et qui n'a plus aucune confiance dans le monde des adultes !

Le traitement de nos déchets ménagers



Le 4 Mars 2006, Antoine Rouzaud, Conseiller Général, chargé au plan départemental de l'élimination des déchets, nous a aidés à comprendre les enjeux fondamentaux de la gestion des déchets. Ce sont des enjeux de santé publique, de développement économique et durable et d'aménagement équilibré du territoire. Carnoux fait partie de la Communauté Urbaine de Marseille (MPM) et nos déchets sont donc traités par la CUM, tandis qu'Aubagne fait partie de intercommunalité de l'Huveaune (GHB) et les déchets sont pris en charge différemment. Chacun sait que le dépôt d'ordures de la CUM dans la Crau (la fameuse décharge d'Entressens), doit fermer à la fin 2006, que les dirigeants de Marseille veulent éliminer les déchets de la CUM par incinération. Le projet de la construction de l'incinérateur, sur la commune de Fos, pose des problèmes aux communes qui sont concernées pour son implantation à l'ouest de Marseille. Avez vous eu des informations ?

Du côté d'Aubagne, le choix de traitement des déchets se porterait sur la méthanisation /compostage. Apparemment la localisation de l'usine à méthanisation se ferait dans la zone des Paluds et non pas dans la carrière à l'entrée de Carnoux comme la rumeur l'avait annoncé. Entre les deux techniques d'élimination : l'incinération dégagerait 2 à 3 fois plus d'énergie que la méthanisation, mais dégagerait dans l'air 10 fois plus de CO2 et 3 fois plus de déchets extrêmes (non récupérables) que la méthanisation. Et l'environnement dans tout cela ?...

Des infos en avez-vous eues ?

Pourtant des solutions existent, mais elles demandent un investissement politique fort :

- diminution des déchets à la source en obligeant /incitant les distributeurs à limiter les emballages (vous savez, les goûters individuels de nos bambins emballés parfois sous 3 couches de plastique !).
- mieux trier les déchets en développant le tri individuel (Carnoux est en passe d'être la dernière commune du département à ne pas le faire).
- optimiser le recyclage moins polluant en multipliant les unités de tri méthanisation (il faut pour cela convaincre les populations et les élus locaux)

Pour l'instant, à Carnoux, pas de panique, le tri de nos ordures, on n'est pas au courant et ce sera pour plus tard quand tous les voisins s'y seront mis !

C.T.

Changements climatiques et énergies fossiles

Resterons nous témoins impassibles ou acteurs déterminants de nos avenir ?

Constats et perspectives des scénarii possibles face aux défis énergétiques posés par nos modes de vie. Que peut-on faire, quelles sont les solutions ?

Tel fut la teneur du débat qui s'est tenu le lundi 17 mai dernier à la salle Tony Garnier.

Face à l'effet de serre, au réchauffement climatique mais surtout à la pénurie annoncée du pétrole dans les 20 à 30 ans qui viennent, des solutions collectives existent : aides financières aux particuliers pour le solaire, équipements publics faisant appel aux énergies renouvelables, développement de l'éolien, développement des transports en commun, etc. Mais les gestes individuels aussi sont indispensables : réduction de la consommation électrique, achat d'appareils électroménagers peu

voraces en énergie, utilisation des transports en commun, installation de chauffe-eau solaires...

Face aux enjeux liés aux mutations qui s'amorcent (baisse des réserves mondiales, développement de la consommation des pays émergents), réagissons ! **N'attendons pas 20 ans, notre avenir énergétique, c'est aujourd'hui qu'il se construit...**

L.M.

La médiathèque

un outil culturel sans perspectives ?

Ça y est, elle sort de terre. La pose de la première pierre a donné lieu à quelques discours de belle facture, mais convenus. En bref, la synergie entre le département (CG13), le ministère de la culture (DRAC) et la municipalité de Carnoux a bien fonctionné. Elle a essentiellement permis d'élaborer un projet respectant les normes exigibles pour l'octroi des subventions, qui s'élèvent à 73% du coût total; dont 50% pour le Conseil Général. L'édifice qui prend forme aujourd'hui est toutefois l'objet d'interrogations des riverains et d'associations sensibles à l'impact sur l'environnement.



La nouvelle bibliothèque d'Alexandrie, phare de la ville

Carnussiens. Devant l'absence de réponses, on attend désespérément des signes qui manifestent une activation de cette phase déterminante de la part de nos élus. Dans l'attente, et avec la volonté de faire vivre une réelle démocratie participative le Cercle Progressiste donne la parole aux Carnussiens suggère au lecteur de lui faire parvenir le fruit de ses réflexions, même peu abouties (*) Une sorte de Livre Blanc pourrait ainsi être élaboré et une conférence organisée sur cette base dès l'an prochain.

Comment la médiathèque va-t-elle fonctionner ?

Le citoyen ouvert mais vigilant ne pourra que se réjouir des moyens mis en œuvre pour répondre aux besoins culturels des Carnussiens, bien qu'aucune enquête locale n'ait été menée à cet égard. On pourrait penser que la phase qui suit la construction a déjà démarré, mais de multiples questions demeurent sans réponse : Comment la médiathèque va-t-elle fonctionner ? Avec quel personnel, quels horaires d'ouverture ? Y aura-t-il gratuité des

prêts ? Qu'y fera-t-on ? Quelle sera la politique d'achat (livres, abonnements) ? Comment va s'articuler le réseau des activités culturelles (dans la ville et avec les villes proches) ? Quelles actions sont envisagées avec l'école, le collège ? Quel sera le mode de gestion de la Médiathèque (mairie, usagers) ?

Les Carnussiens ont-ils été consultés ?

Il y a urgence à penser cette phase essentielle pour éviter que la médiathèque ne devienne très rapidement une jolie coquille qui répond mal aux besoins culturels effectifs de tous les

Trois pôles peuvent structurer la réflexion de chacun :

1. La médiathèque comme moyen de promotion de la lecture
2. La médiathèque comme lieu de loisirs (DVD, accès à l'Internet, etc.)
3. La médiathèque comme lieu de rencontre et d'échanges culturels (information, formation, éducation informelle, etc.)

Répondez au questionnaire ci-dessous.

Nous vous rendrons compte ultérieurement des résultats de cette enquête.

J.T.

Votre opinion ?



Vous pouvez répondre à cette enquête - soit directement par internet sur le site du CPC : www.carnouxprogres.com

- soit en faisant parvenir ce questionnaire au Cercle Progressiste Carnussien : 30 av Maréchal Foch - 13470 CARNOUX-en-Provence

Enquête sur la médiathèque de Carnoux

- | | | |
|--|---|---|
| 1 Connaissez-vous le projet de la médiathèque de Carnoux ?
Oui Non Sans opinion | la mise en route de la médiathèque ?
Oui Non Sans opinion | 11 Pensez-vous que la médiathèque doit être ouverte tous les jours de la semaine ?
Oui Non Sans opinion |
| 2 Êtes-vous actuellement usager de la bibliothèque municipale de Carnoux ?
Oui Non | 7 Auriez-vous des suggestions à faire pour la réalisation de choix documentaires répondant au besoin d'ouverture à toutes les cultures ?
Oui Non Sans opinion | 12 Selon vous est-il acceptable que le prêt soit payant ?
Oui Non Sans opinion |
| 3 Fréquentez-vous actuellement une bibliothèque - médiathèque extérieure à Carnoux ?
Oui Non | 8 Pensez-vous que des dispositions particulières sont à prendre pour que la médiathèque soit un moyen efficace pour encourager la lecture ?
Oui Non Sans opinion | 13 Envisagez-vous de consulter régulièrement à la médiathèque les quotidiens et hebdomadaires (locaux et nationaux) ?
Ou Non Sans opinion |
| 4 Savez-vous ce que va contenir la " Salle de Mémoire " de la médiathèque ?
Oui Non | 9 Auriez-vous des propositions à faire pour favoriser et encourager l'accès à la médiathèque pour tous ?
Oui Non | 14 Pensez-vous qu'au delà de la promotion de la lecture la médiathèque doit être un lieu de loisirs, de rencontre et d'échanges ?
Oui Non Sans opinion |
| 5 Pensez-vous que l'école et les scolaires doivent avoir une place particulière dans le fonctionnement de la médiathèque ?
Oui Non Sans opinion | 10 Avez-vous eu l'occasion de prendre connaissance du détail du projet de médiathèque ?
Oui Non Sans opinion | 15 Vos Commentaires éventuels :.....
Facultatif :
Votre âge :
Votre profession : |

La parution récente de la revue municipale, qui aborde des sujets chers au Cercle Progressiste nous amène à réagir sur quelques points qui nous tiennent à coeur.

Collecte sélective des déchets (page 14) :

Non seulement notre Communauté Urbaine MPM est à la traîne, mais, à l'intérieur même de MPM, Carnoux n'est vraiment pas un bon élève... Amorcée en 2002, la collecte sélective des déchets de MPM ne touchera Carnoux qu'en 2007 ! Que de temps perdu.

Spécial Marcouline (page 15) :

La Municipalité tente, dans un tour de passe-passe, d'expliquer que les transports urbains ne dépendent pas de la Mairie, mais de la Communauté Urbaine MPM. C'est MPM qui finance et qui est propriétaire de la ligne. Message : *si vous êtes mécontents, adressez-vous à MPM...*

Or, il n'est pas correct, de la part de la Municipalité, de détourner les responsabilités vers cette institution mal connue (et plus lointaine ?) qu'est la Communauté Urbaine MPM.

Rappelons que les représentants communautaires sont des Conseillers Municipaux, élus par les Conseils Municipaux. Il serait donc tellement plus simple que notre Maire, Mr Giorgi, interpelle Mr Gaudin, Président de MPM par l'intermédiaire du Vice Président de la Communauté Urbaine, membre éminent de Carnoux, qui n'est autre que... Jean-Pierre Giorgi ! Tous deux siègent d'ailleurs dans la même majorité à MPM...

Le nouveau Lycée de Gémenos (page 15) :

Non contente d'inviter les Carnussiens à la messe lors des cérémonies laïques (voir Journal du CPC n°14), voici qu'à travers son bulletin municipal, la Municipalité fait la publicité pour le lycée privée de Gémenos qui ouvre à la rentrée. C'est tout à fait scandaleux car les lycéens de Carnoux relèvent du secteur scolaire (et donc des lycées) de La Ciotat et non de Gémenos. Et puis, depuis quand une municipalité se substitue-t-elle à un établissement privé pour faire son recrutement ?

Décidément, on continue dans ce mélange des genres... si peu conforme à l'esprit laïque !

Diebold Cassis Manufacturing

une délocalisation aux portes de Carnoux



*Ces machines, on les déplace où ?
En Hongrie ou en Pologne ?*

Après avoir licencié 96 employés en 2004 sur le site de Diebold Cassis Manufacturing (DCM), le groupe américain Diebold envisage maintenant la fermeture pure et simple de cette usine pour délocaliser la production en Hongrie, ce qui mettrait 130 personnes au chômage. DCM fabrique des distributeurs bancaires, un produit pour lequel le groupe américain Diebold, qui emploie 14000 salariés dans le monde, est leader mondial. La délocalisation n'est donc pas justifiée par le "coût du travail", car le coût de la main d'œuvre ne représente que 5% du coût total de production, mais pour être le plus proche possible de ses équipementiers, situés en Hongrie et en Pologne. L'argument avancé est que DCM est en déficit mais, curieusement, le groupe Diebold n'a pas publié ses comptes depuis 4 ans, alors qu'il s'agit d'une obligation légale. Qu'a-t-il à cacher ? Le Comité d'Entreprise a fait des propositions pour améliorer la rentabilité du site de Cassis et a demandé une contre-expertise qui est en cours. A signaler que l'usine est flambant neuve et équipée au top de la technologie.

A l'exemple de la lutte de Nestlé Saint-Menet, un comité de soutien aux salariés de DCM vient de se constituer sur le secteur de Cassis-La Ciotat à l'initiative du collectif du 29 mai.

Affaire à suivre.

Jean-Claude Brégliano

> Adhérez au Cercle Progressiste Carnussien !

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Signature : _____

Recopiez ou découpez le bulletin ci-contre, libellez un chèque de 15 € à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien, puis expédiez-le à l'adresse ci-contre.

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

Votre aide financière est essentielle pour éditer notre Lettre, notre Journal et organiser nos conférences et actions. Les dons sont possibles.

Cercle Progressiste Carnussien
30 avenue Maréchal Foch
13470 - CARNOUX-en-Pce

www.carnouxprogres.com
courriel :
carnouxprogres@ifrance.com